

# ARIEGE

## Déclaration liminaire au CTL du 24/10/2018

### M.le Président

- 2130 emplois à la DGFIP en 2019 et combien encore en Ariège ? A ce jour nous n'en savons rien mais ce qui est sûr c'est que cette mécanique infernale n'est pas prête de s'arrêter et que c'est le Service Public qu'on assassine à petit feu. La DGFIP absorbe à elle seule 47,3 % des suppressions d'emplois de la Fonction Publique, les restructurations en cours et les évolutions en lien avec la fiscalité ( le PAS et la suppression de la TH ) vont encore plus impacter négativement le niveau des effectifs et le périmètre de nos missions.

Le Premier Ministre a annoncé la suppression de 10 000 emplois dans la Fonction Publique d'État en 2020 ce qui pourrait se traduire par 4730 emplois en moins à la DGFIP si l'on conserve le même pourcentage. On parle aussi de missions de la Douane transférées chez nous, à la DGFIP , mais sans les personnels correspondants bien évidemment ce qui va rendre le ratio charges/emplois encore plus insupportable et je n'ose imaginer ce que seront les conditions de travail des agents ! Combien de temps encore en Ariège comme



**Section**

*La force de tous  
les agents de la DGFIP*

**ARIEGE**

**ailleurs pourrons nous supporter l'insupportable et accepter l'inacceptable ?**

**Les femmes et les hommes qui composent notre DDFIP méritent surement**

**mieux que ce qu'ils vivent actuellement parce que ce sont eux qui font**

**« tourner » la machine et qu'ils sont encore les garants du Service Public ou du moins de ce qu'il en reste.**

**Alors oui la Direction Générale semble s'émouvoir d'un malaise ambiant dans notre administration puisque 2 cellules psychologiques ont été mises en place ce qui coutera la bagatelle de 100 000 euros par an. L'une d'entre elle est dédiée aux cadres, elle leur propose du coaching en management et là franchement on est dans le grand n'importe quoi voire dans la provocation !**

**Plus que jamais SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES vous demande ainsi qu'à tous les chefs de Service du département de ne pas laisser croire que si le service rendu est de moindre qualité c'est parce que les agents travaillent moins bien ou sont mal organisés mais bel et bien parce que ils n'ont plus les moyens d'y arriver.**